ML.

2 7 IV 1959

Coördinatie (2.)

L. 6505/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 30 décembre 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "concernant les absences pour motifs de santé", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 25 mars 1959, a donné le 8 avril 1959 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30e december 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen", zoals het door de Minister op 25 maart 1959 gewijzigd werd, heeft de 8e april 1959 het volgend advies gegeven :

Cette différence de 12 mois s'explique par le fait que les statuts des officiers et des sous-officiers de carrière prévoient parmi les positions dans lesquelles peuvent se trouver ces militaires, la position de non-activité pour motif de santé alors qu'elle n'est pas prévue pour les autres militaires de carrière.

Le projet unifie ces deux régimes et, en vertu des articles 3 et 8, tous les militaires de carrière, qu'ils puissent ou non bénéficier d'une mise en non-activité pour motif de santé, pourront rester absents pour motif de santé 24 mois, et, dans certains cas spéciaux 36 mois.Les chapitres V et VI du projet, tels qu'ils ont été amendés, prévoient le même régime pour les officiers et sous-officiers auxiliaires ainsi que pour les candidats officiers et sous-officiers auxiliaires de la force aérienne.

Le Conseil d'Etat attire l'attention sur certaines conséquences de cette unification desrégimes :

1° les officiers de carrière et les sous-officiers de carrière pourront être placés en non-activité pour motif de santé. Si l'affection qui est à l'origine de cette non-activité a été contractée en dehors du service, les conséquences en seront considérables:

ces militaires ne recevront que les 3/4 de leur traitement (arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées - article 4, modifié par l'arrêté royal du 6 mai 1957);

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet remplace l'arrêté royal du 2 octobre 1950 relatif aux absences pour motifs de santé des officiers et des militaires de carrière de rang subalterne, modifié par l'arrêté royal du 17 juin 1955.

Une nouvelle réglementation est rendue nécessaire par suite de la publication de nouveaux statuts propres à certaines catégories de militaires tels les officiers du cadre de complément, les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, les sous-officiers de la force navale; la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve a,enfin, apporté au statut des officiers des modifications qui rendent nécessaire une adaptation de l'arrêté du 2 octobre 1950.

Le projet révèle que telles ne sont pas là uniquement les raisons des modifications apportées à la réglementation existante. Il y a également une volonté d'unification des divers régimes organisés par l'arrêté royal du 2 octobre 1950.

Cet arrêté fixe, pour les officiers et pour les sous-officiers de carrière, la durée d'absence pour motif de santé à 24 mois ou, dans certains cas spéciaux, à 36 mois (articles 3 et 6); pour les autres militaires de rang subalterne, l'arrêté du 2 octobre 1950 limite cette durée à 12 mois ou, dans certains cas spéciaux, à 24 mois.

.../...

la moitié du temps passé en non-activité sera déduite de leur ancienneté pour l'avancement (loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, article 36, § 1er - loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers, article 16, modifié par la loi du 15 mars 1954 - loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale, article 29, modifié par la loi du 15 mars 1954);

durant une telle période de non-activité aucun avancement ne sera possible (loi du 1er mars 1958, article 45 - loi du 27 juillet 1934, article 16, modifié par la loi du 15 mars 1954, et loi du 9 juillet 1951, article 28, modifié par la loi du 15 mars 1954);

la moitié du temps passé en non-activité comptera seule dans la supputation du service effectif pour la pension militaire (lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, article 5);

2° les autres militaires, par contre, ne pourront être mis dans la position de non-activité pour motif de santé puisqu'elle n'est pas prévue par leur statut; ils seront, jusqu'à la fin de leur période d'absence pour motif de santé, en congé. Ils seront dès lors considérés durant toute la période comme étant en activité de service avec toutes les conséquences que cela implique au point de vue avancement, traitement et pension.

/

La non-activité pour motif de santé était, jusqu'à ce jour, une mesure prise dans l'intérêt des officiers et sous-officiers de carrière puisqu'ils pouvaient bénéficier d'une durée d'absence pour motif de santé plus longue que celle des autres militaires. Dorénavant, en raison de l'unification de régimes prévue par le projet, ce seront les militaires qui ne peuvent être mis en non-activité pour motif de santé qui auront la situation préférable.

\+

\+ \+

Le projet organise également un régime uniforme pour tous les officiers de réserve en activité de service, alors que la loi du 1er mars 1958 ne prévoit la position de non-activité pour motif de santé que pour les seuls officiers de réserve mobilisés (articles 68 et 69).

Peut-on dès lors admettre que la durée de l'absence pour motif de santé soit exactement la même pour tous les officiers de réserve en activité, avec cette précision que l'officier de réserve mobilisé sera mis dans une position de non-activité qui aura, comme nous l'avons vu ci-dessus, une incidence sur son traitement si l'affection qui en est la cause a été contractée en dehors du service ?

La loi du 1er mars 1958 accorde cependant au Roi de larges pouvoirs en ce qui concerne les officiers de réserve effectuant des rappels en exécution de

l'article 63, § 1er et § 2 ou de l'article 65, 2°; dans ces cas, le Roi est habilité à prévoir une absence pour motif de santé d'une durée égale à celle prévue pour les officiers de réserve mobilisés.

Dans les autres cas de rappel, une telle unification des régimes paraît difficilement conciliable avec les articles 68 et 69 de la loi du 1er mars 1958. L'article 17, alinéa 2, du projet contient cependant une réserve. Si elle doit être interprétée comme signifiant que la durée de l'absence pour motif de santé ne peut dépasser la durée du rappel ou de l'engagement d'effectuer des prestations volontaires, l'objection soulevée ci-dessus devient sans objet. Il y aurait lieu de rédiger cet article 17 d'une manière telle que tout doute soit exclu.

\+

\+ +

Les divers chapitres du projet comprennent des dispositions identiques pour les diverses catégories de militaires qu'ils concernent, sous réserve de la disposition spéciale de l'article 17 pour les officiers de réserve.

Dans un souci de coordination des textes, il est suggéré de fondre les divers chapitres en un seul.

\+

\+ +

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Le projet, notamment en son chapitre III ayant trait aux officiers de réserve, est pris en exécution de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, qui n'est pas encore entrée en vigueur. En attendant cette entrée en vigueur, les anciennes lois relatives à la position et à l'avancement des officiers d'active et de réserve restent d'application.

Il appartient au Gouvernement de tenir compte de cette observation pour fixer l'entrée en vigueur du projet.

\+

\+ +

Suivant l'article 5, alinéa 2, du projet, le chef de corps ne devra établir un dossier de proposition de mise en non-activité et soumettre le cas à la commission militaire d'aptitude et de réforme que dans l'hypothèse où le militaire est entré dans le dix-huitième mois d'absence pour motif de santé.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de prévoir cette même intervention du chef de corps dans le cas prévu à l'article 4, la rédaction de ces deux articles devrait être modifiée.

\+

\+ +

.../...

Aux articles 5 et 6, il est prévu que c'est le chef de corps qui soumet le cas à la commission militaire d'aptitude et de réforme. La même disposition se retrouve aux articles 11, 16, 19, 23 et 27.

Le projet d'arrêté royal relatif à la commission militaire d'aptitude et de réforme et à la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 24 novembre 1958 (L.6330), dispose en son article 9 , tel qu'il a été rédigé par le Conseil d'Etat, que "la commission militaire d'aptitude et de réforme est saisie par le Ministre de la Défense nationale, par le chef de corps ou par l'intéressé". Il existe, dès lors, entre ces deux projets une discordance; il y aurait lieu, soit de supprimer l'intervention du Ministre dans le projet d'arrêté relatif à la commission militaire d'aptitude et de réforme, soit de prévoir son intervention dans les articles du projet cités ci-dessus.

Pensant répondre aux intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat, dans le texte qu'il propose, opte pour cette seconde solution.

\+

\+ \+

.../...

Le chapitre II du projet a trait aux militaires de carrière au-dessous du rang d'officier qui ne bénéficient pas de dispositions statutaires prévoyant la mise en non-activité pour motif de santé.

Une telle formule est trop générale. Le statut du personnel ouvrier salarié des établissements et services de l'armée, approuvé par l'arrêté royal du 26 août 1939, prévoit en son chapitre XI une série de dispositions relatives aux absences pour motif de santé des ouvriers militaires. Le Gouvernement n'ayant pas l'intention d'abroger ces articles, il y aurait lieu de prévoir que le projet ne s'applique pas à cette catégorie de militaires.

\+

\+ +

ARRETE ROYAL RELATIF AUX ABSENCES POUR MOTIF DE SANTE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur les pensions militaires , coordonnées le 11 août 1923, modifiées par la loi du 13 juillet 1934, notamment les articles 2, A, 4°,et 3, C;

Vu la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers, notamment les articles 8 et 9;

Vu la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale, notamment les articles 18 et 21;

Vu la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, notamment l'article 16 et l'article 19 modifié par la loi du 1er mars 1958;

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

Vu les lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957;

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, notamment les articles 16, 22, 65, 66, 69 et 90;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1923 réglant l'exécution des lois coordonnées sur les pensions militaires, tel qu'il a été ultérieurement modifié, notamment par l'arrêté royal du 24 décembre 1934;

Vu l'arrêté royal du 17 mai 1952 déterminant l'état des aumôniers militaires des cadres de réserve, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté royal du ... relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er.-

Le présent chapitre s'applique :

1° aux militaires de carrière, à l'exception des ouvriers militaires;

2° aux officiers du cadre de complément;

3° aux candidats officiers auxiliaires et aux officiers auxiliaires de la force aérienne; aux candidats sous-officiers auxiliaires et aux sous-officiers auxiliaires de la force aérienne;

4° aux officiers de réserve en activité;

5° aux aumôniers de réserve appelés au service actif.

Article 2.-

Sont considérés comme absents pour motif de santé :

1° les militaires exempts de service pour motif de santé;

2° les militaires hospitalisés;

3° les militaires en congé pour motif de santé;

4° les militaires qui, en application de leur statut, sont placés en non-activité pour motif de santé.

.../...

Article 3.-

La durée de l'exemption pour motif de santé ne peut dépasser sept jours.

La durée de l'hospitalisation est déterminée par la durée du traitement.

Le congé pour motif de santé peut être accordé au militaire dont l'état de santé nécessite une absence de plus de sept jours, sans distinction entre la maladie proprement dite et la convalescence. Ce congé ne peut être accordé pour plus de deux mois; il est renouvelable dans les limites fixées aux articles suivants.

Article 4.-

§ 1er. La durée de l'absence pour motif de santé ne peut excéder vingt-quatre mois.

§ 2. Par dérogation au § 1er et sur décision du Ministre de la Défense nationale, peuvent bénéficier de trente-six mois d'absence pour motif de santé:

1° les militaires victimes d'un accident survenu durant le service et par le fait du service, s'il n'est pas établi qu'il y a eu faute lourde de leur part;

2° les militaires atteints d'une affection grave contractée ou aggravée par suite de faits de guerre;

3° dans des cas exceptionnels, les militaires atteints de maladies exigeant un long traitement.

.../...

Cette dérogation n'est accordée aux militaires mentionnés aux 2° et 3° qu'une seule fois au cours de leur carrière, à moins que, lors d'une précédente décision, l'absence n'ait pas excédé vingt-quatre mois.

Article 5.-

Le chef de corps peut, à tout moment, soumettre à l'examen d'un médecin militaire le militaire absent pour motif de santé.

Le chef de corps doit soumettre à l'examen d'un médecin militaire, le militaire qui entre dans le dix-huitième mois d'absence pour motif de santé, soit d'affilée, soit dans le cours de vingt-quatre mois consécutifs.

Article 6.-

Si le médecin certifie que le militaire, dont le statut prévoit la non-activité pour motif de santé, est inapte au service pour une durée ne dépassant pas la période d'absence pour motif de santé dont il pourrait encore bénéficier, le Ministre de la Défense nationale ou le chef de corps soumet le cas à la commission militaire d'aptitude et de réforme pour qu'elle se prononce sur l'inaptitude temporaire du militaire préalablement à sa mise en non-activité pour motif de santé.

.../...

Si le médecin certifie que le militaire est inapte pour une durée dépassant la période d'absence pour motif de santé dont il pourrait encore bénéficier, le Ministre de la Défense nationale ou le chef de corps soumet le cas à la commission militaire d'aptitude et de réforme pour qu'elle se prononce sur l'inaptitude définitive du militaire.

Article 7.-

§ 1er. En ce qui concerne les officiers de réserve, la durée des absences pour motif de santé, telle qu'elle est définie à l'article 4, est limitée par l'expiration de leur période d'activité, si une décision de réforme n'est pas intervenue au cours de celle-ci.

§ 2. Les officiers de réserve dont il est question à l'article 65, 2°, de la loi du 1er mars 1958 sont maintenus, à leur demande, en position d'activité pour la durée nécessitée par leur état de santé et au maximum jusqu'au moment où, en application des articles 4 à 6, ils sortent des cadres de réserve, par réforme.

CHAPITRE - DISPOSITIONS FINALES.

Article .-

L'arrêté royal du 2 octobre 1950 relatif aux absences pour motif de santé des officiers et des militaires de carrière de rang subalterne, modifié par l'arrêté royal du 17 juin 1955, est abrogé.

.../...

Article .-

Les commissions militaires d'aptitude et de réforme sont dessaisies des affaires introduites devant elles en application de l'arrêté royal du 2 octobre 1950 dans lesquelles elles ne se sont pas prononcées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le médecin militaire sera appelé à donner un nouvel avis tenant compte des prescriptions du présent arrêté.

Article .-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp vervangt het koninklijk besluit van 2 oktober 1950 betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen van de officieren en de beroepsmilitairen van lagere rang, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juni 1955.

Een nieuwe regeling is noodzakelijk geworden sinds nieuwe statuten zijn bekendgemaakt voor sommige categorieën van militairen, zoals de officieren van het aanvullingskader, de hulponderofficieren van de luchtmacht, de onderofficieren van de zeemacht; de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, ten slotte, heeft het statuut der officieren zo gewijzigd, dat aanpassing van het besluit van 2 oktober 1950 noodzakelijk is.

Uit het ontwerp blijkt evenwel, dat niet alleen daarom de bestaande reglementering wordt gewijzigd. Er is ook een streven naar eenheid in de stelsels welke het koninklijk besluit van 2 oktober 1950 heeft ingevoerd.

Dit besluit bepaalt voor de officieren en de beroepsonderofficieren de duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen op 24 of, in sommige bijzondere gevallen, op 36 maanden (artikelen 3 en 6); voor de overige militairen van lagere rang beperkt het besluit van 2 oktober 1950 deze duur tot 12 of, in sommige bijzondere gevallen, tot 24 maanden.

.../...

Dit verschil van twaalf maanden vindt zijn verklaring hierin, dat de statuten der beroepsofficieren en -onderofficieren onder de standen waarin die militairen zich kunnen bevinden, ook de stand "non-activiteit om gezondheidsredenen" vermelden, die niet geldt voor de andere beroepsmilitairen.

Het ontwerp brengt eenheid in beide stelsels en, krachtens de artikelen 3 en 8, mogen alle beroepsmilitairen, of zij al dan niet om gezondheidsredenen op non-activiteit kunnen worden gesteld, gedurende 24 maanden en in sommige bijzondere gevallen gedurende 36 maanden afwezig blijven om gezondheidsredenen. De geamendeerde hoofdstukken V en VI van het ontwerp bevatten een zelfde regeling voor hulpofficieren en -onderofficieren alsook voor kandidaat-hulpofficieren en kandidaat-hulponderofficieren van de luchtmacht.

De Raad van State moge op sommige gevolgen van deze eenmaking wijzen :

1° beroepsofficieren en -onderofficieren zullen op non-activiteit kunnen worden gesteld om gezondheidsredenen. Is de non-activiteit het gevolg van een buiten de dienst opgedane kwaal, dan zullen de gevolgen aanzienlijk zijn :

die militairen ontvangen slechts 3/4 van hun wedde (koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 mei 1957);

.../...

de helft van de in non-activiteit doorgebrachte tijd wordt afgetrokken van hun bevorderingsanciënniteit (wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, artikel 36, § 1 - wet van 27 juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren, artikel 16, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1954 - wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht, artikel 29, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1954);

gedurende zulk een periode van non-activiteit is bevordering uitgesloten (wet van 1 maart 1958, artikel 45 - wet van 27 juli 1934, artikel 16, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1954, en wet van 9 juli 1951, artikel 28, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1954);

de in non-activiteit doorgebrachte tijd telt slechts voor de helft bij de berekening van de werkelijke dienst die voor militair pensioen in aanmerking komt (wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 11 augustus 1923, artikel 5);

2° de overige militairen daarentegen zullen niet op non-activiteit om gezondheidsredenen kunnen worden gesteld, aangezien hun statuut die stand niet kent; tot het eind van hun afwezigheid om gezondheidsredenen zullen zij met verlof zijn. Die hele periode lang worden zij dus geacht in werkelijke dienst te zijn, met alle gevolgen van dien inzake bevordering, wedde en pensioen.

.../...

Non-activiteit om gezondheidsredenen was tot dusver een maatregel in het belang van de beroepsofficieren en -onderofficieren, die immers om gezondheidsredenen langer afwezig mochten blijven dan andere militairen. Na de ontworpen eenmaking van de stelsels zullen de militairen die niet op non-activiteit om gezondheidsredenen kunnen worden gesteld, de voordeligste positie innemen.

\+

\+ \+

Het ontwerp bevat ook een eenvormige regeling voor alle reserveofficieren in werkelijke dienst, terwijl volgens de wet van 1 maart 1958 alleen gemobiliseerde reserveofficieren om gezondheidsredenen op non-activiteit kunnen worden gesteld (artikelen 68 en 69).

Kan derhalve worden aangenomen, dat de duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen juist dezelfde is voor alle reserveofficieren in werkelijke dienst, met dien verstande dat de gemobiliseerde reserveofficier op non-activiteit zal worden gesteld, hetgeen, zoals hiervoren is gezegd, een terugslag zal hebben op zijn wedde indien de non-activiteit het gevolg is van een buiten de dienst opgedane kwaal ?

De wet van 1 maart 1958 kent de Koning nochtans ruime bevoegdheden toe ten aanzien van reserveofficieren die wederopgeroepen zijn ter uitvoering van artikel 63, §§ 1 en 2, of van artikel 65, 2°; in die gevallen kan de Koning bepalen dat de betrokkenen om gezondheidsredenen even lang afwezig mogen zijn als gemobiliseerde reserveofficieren.

.../...

In de andere gevallen van wederoproeping schijnt een dergelijke eenmaking van de stelsels bezwaarlijk overeen te brengen met de artikelen 68 en 69 van de wet van 1 maart 1958. Artikel 17, tweede lid, van het ontwerp maakt echter een voorbehoud. Is dit voorbehoud zo uit te leggen, dat de afwezigheid om gezondheidsredenen niet langer mag duren dan de wederoproeping of de vrijwillige dienstverbintenis, dan is de hiervoren gemaakte opwerping overbodig. Bedoeld artikel 17 moet zo worden geredigeerd, dat het alle twijfel uitsluit.

\+

\+ +

De onderscheiden hoofdstukken van het ontwerp bevatten bepalingen die voor alle daarin bedoelde categorieën van militairen dezelfde zijn, op de bijzondere bepaling van artikel 17 ten aanzien van de reserveofficieren na.

Ter wille van de coördinatie wordt voorgesteld, van deze onderscheiden hoofdstukken één hoofdstuk te maken.

\+

\+ +

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Het besluit, met name het aan de reserveofficieren gewijde hoofdstuk III, is ontworpen ter uitvoering van de nog niet in werking getreden wet

.../...

van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren. In afwachting van deze inwerkingtreding blijven de vroegere wetten betreffende de stand en de bevordering der officieren van het vast kader en van het reservekader toepasselijk.

De Regering denke aan deze opmerking als zij de datum van inwerkingtreding van het ontwerp-besluit vaststelt.

\+
\+ +

Volgens artikel 5, tweede lid, van het ontwerp moet de korpscommandant alleen dan een "dossier tot voorstel van opnonactiviteitstelling" aanleggen en het geval aan de militaire commissie voor geschiktheid en reform voorleggen, wanneer de militair zijn achttiende maand afwezigheid om gezondheidsredenen ingaat.

Aangezien de Regering de bedoeling heeft de korpscommandant ook te doen optreden in het onder artikel 4 bedoelde geval, moet de redactie van beide artikelen worden veranderd.

\+
\+ +

In de artikelen 5 en 6 wordt gezegd, dat de korpscommandant het geval aan de militaire commissie voor geschiktheid en reform voorlegt. Dezelfde bepaling vinden wij terug in de artikelen 11, 16, 19, 23 en 27.

.../...

Het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de militaire commissie voor geschiktheid en reform en de militaire commissie van beroep voor geschiktheid en reform, waarover de Raad van State op 24 november 1958 advies heeft gegeven (L. 6330), bepaalt in artikel 9 van de tekst zoals de Raad van State die heeft voorgesteld : "Zaken worden bij de militaire commissie voor geschiktheid en reform aanhangig gemaakt door de Minister van Landsverdediging, door de korpscommandant of door de belanghebbende". Er is dus geen volkomen overeenstemming tussen beide ontwerpen; ofwel mag er in het ontwerp-besluit betreffende de militaire commissie voor geschiktheid en reform geen sprake zijn van het optreden van de Minister, ofwel moet er wel sprake van zijn in de hiervoren vermelde artikelen van het ontwerp.

De Raad van State meent de bedoeling van de Regering weer te geven door in de hierna voorgestelde tekst de tweede oplossing te kiezen.

\+

\+ \+

Hoofdstuk II van het ontwerp handelt over de beroepsmilitairen beneden de rang van officier die niet het voordeel genieten van de statutaire voorschriften inzake non-activiteit om gezondheidsredenen.

Zulke formule is te algemeen. Hoofdstuk XI van het bij koninklijk besluit van 26 augustus 1939 goedgekeurde statuut van het bezoldigd werkliedenpersoneel der inrichtingen en diensten van het leger bevat een reeks bepalingen betreffende de afwezigheid

van militaire werklieden om gezondheidsredenen. Aangezien de Regering niet de bedoeling heeft deze artikelen op te heffen, behoort te worden bepaald dat het ontwerp op die categorie van militairen geen toepassing vindt.

\+

\+ +

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE AFWEZIGHEID OM GEZONDHEIDSREDENEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen van 11 augustus 1923, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934, inzonderheid op de artikelen 2, A, 4°,en 3, C;

Gelet op de wet van 27 juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren, inzonderheid op de artikelen 8 en 9;

Gelet op de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht, inzonderheid op de artikelen 18 en 21;

Gelet op de wet van 14 juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader, inzonderheid op artikel 16 en op artikel 19 gewijzigd bij de wet van 1 maart 1958;

.../...

Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;

Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;

Gelet op de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 2 september 1957;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, inzonderheid op de artikelen 16, 22, 65, 66, 69 en 90;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1923 tot regeling van de uitvoering der samengeordende wetten op de militaire pensioenen, zoals het naderhand is gewijzigd, inzonderheid bij het koninklijk besluit van 24 december 1934;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 mei 1952 tot vaststelling van de staat der militaire aalmoezeniers van het reservekader, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het koninklijk besluit van ... betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

Dit hoofdstuk vindt toepassing :

1° op beroepsmilitairen, met uitzondering van de militaire werklieden;

2° op officieren van het aanvullingskader;

3° op kandidaat-hulpofficieren en op hulpofficieren van de luchtmacht; op kandidaat-hulponderofficieren en op hulponderofficieren van de luchtmacht;

4° op reserveofficieren in werkelijke dienst;

5° op voor werkelijke dienst opgeroepen reserveaalmoezeniers.

Artikel 2.-

Afwezig om gezondheidsredenen worden geacht te zijn :

1° militairen die vrij van dienst zijn om gezondheidsredenen;

2° militairen die in een hospitaal zijn opgenomen;

3° militairen met verlof om gezondheidsredenen;

4° militairen die, bij toepassing van hun statuut, op non-activiteit om gezondheidsredenen zijn gesteld.

.../...

Artikel 3.-

Vrijstelling om gezondheidsredenen mag niet voor meer dan zeven dagen worden verleend.

De duur van het verblijf in het hospitaal wordt door de duur van de behandeling bepaald.

Verlof om gezondheidsredenen kan worden verleend aan de militair wiens gezondheidstoestand een afwezigheid van meer dan zeven dagen vergt, zonder onderscheid tussen de eigenlijke ziekte en het herstel. Dit verlof mag niet voor meer dan twee maanden worden verleend; het kan binnen de in de volgende artikelen gestelde grenzen worden vernieuwd.

Artikel 4.-

§ 1. Afwezigheid om gezondheidsredenen mag niet meer dan vierentwintig maanden duren.

§ 2. In afwijking van § 1 en bij beslissing van de Minister van Landsverdediging kan zesendertig maanden afwezigheid om gezondheidsredenen worden toegelaten :

1° aan militairen die tijdens en ingevolge de dienst door een ongeval zijn getroffen, als niet bewezen is dat er ernstige tekortkoming van hunnentwege is geweest;

2° aan militairen die lijden aan een ernstige kwaal, welke ten gevolge van oorlogshandelingen is opgedaan of verergerd;

.../...

3° in uitzonderingsgevallen, aan militairen die lijden aa
ziekten welke een lange behandeling vergen.

Deze afwijking wordt aan de onder 2° en 3° vermelde militairen slechts eenmaal tijdens hun loopbaan toegestaan, tenzij de afwezigheid bij een vroegere beslissing niet meer dan vier en twintig maanden bedroeg.

Artikel 5.-

De korpscommandant kan de om gezondheidsredenen afwezige militair te allen tijde door een militair geneesheer laten onderzoeken.

De korpscommandant moet de militair die zijn achttiende maand afwezigheid om gezondheidsredenen, achtereen of in de loop van vierentwintig opeenvolgende maanden, ingaat, door een militair geneesheer laten onderzoeken.

Artikel 6.-

Verklaart de geneesheer de militair, die krachtens zijn statuut op non-activiteit om gezondheidsredenen kan worden gesteld, voor de dienst ongeschikt voor niet langer dan de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen die hij nog zou kunnen genieten, dan legt de Minister van Landsverdediging of de korpscommandant het geval voor aan de militaire commissie voor geschiktheid en reform, opdat deze over de tijdelijke ongeschiktheid van de militair uitspraak doet vóór hij op non-activiteit om gezondheidsredenen wordt gesteld.

.../...

Verklaart de geneesheer de militair ongeschik voor langer dan de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen die hij nog zou kunnen genieten, dan legt de Minister van Landsverdediging of de korpscommandant het geval voor aan de militaire commissie voor geschiktheid en reform, opdat deze over de definitieve ongeschiktheid van de militair uitspraak doet.

Artikel 7.-

§ 1. Voor reserveofficieren wordt de in artik 4 omschreven duur van de afwezigheden om gezondheidsredenen begrensd door het verstrijken van hun periode werkelijke dienst, indien inmiddels geen beslissing tot reform is genomen.

§ 2. De reserveofficieren waarvan sprake in artikel 65, 2°, van de wet van 1 maart 1958, blijven op hun verzoek in werkelijke dienst voor de door hun gezondheidstoestand gevergde duur en ten hoogste totdat zij, bij toepassing van de artikelen 4 tot 6, wegens reform uit het reservekader treden.

HOOFDSTUK . - SLOTBEPALINGEN.

Artikel .-

Het koninklijk besluit van 2 oktober 1950 betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen van de officieren en de beroepsmilitairen van lagere rang, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juni 1955, wordt opgeheven.

.../...

Artikel .-

Zaken die bij toepassing van het koninklijk besluit van 2 oktober 1950 bij de militaire commissies voor geschiktheid en reform zijn ingeleid en waarover deze zich vóór de inwerkingtreding van het tegenwoordige besluit niet hebben uitgesproken, worden hun onttrokken.

Aan de militaire geneesheer zal een nieuw advies worden gevraagd, dat rekening houdt met de voorschriften van dit besluit.

Artikel .-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.